



# Vie fédérale

## ELECTIONS EUROPÉENNES : adoption du texte d'orientation et des listes



Rennes

### Manifestations du 19 mars

**P**our la deuxième fois, les Français sont descendus en masse dans la rue pour dénoncer la politique de Sarkozy. La Fédération socialiste d'Ille-et-Vilaine, qui avait appelé à participer aux différentes



Redon

manifestations, se réjouit de leur succès.

Selon des chiffres relevés dans la presse locale ou nationale :

Rennes : 30 000 manifestants ;  
Redon : 4 000 et 400 au forum  
participatif qui a suivi ; Saint-Malo :  
3 500 ; Fougères : 1 000 ; Vitré :  
450.

**La surdité scandaleuse du  
pouvoir appelle une riposte,  
elle aura lieu le 1<sup>er</sup> mai !**



### Forum « Faire face à la crise automobile »

Le premier forum départemental organisé par la Fédération d'Ille-et-Vilaine, le samedi 28 mars à Chartres de Bretagne, a été l'occasion de confronter les constats et les analyses de responsables (*Jean-René Marsac, Jean-Louis Tourenne, Gwénaële Hamon*) et de militants socialistes avec ceux de responsables syndicaux et d'employés du secteur automobile.

La qualité des débats est un encouragement à poursuivre dans cette voie, en diffusant plus largement l'information.

Une distribution de tracts à l'usine PSA avait eu lieu le jeudi 26 mars avec les sections de Rennes centre, nord, nord-est, sud-ouest, de Bécherel et de Plélan.



**L**e 12 mars dernier, tous les adhérents socialistes à jour de leurs cotisations et ayant adhéré au 31 décembre 2008, au plus tard, étaient appelés à se prononcer sur le texte d'orientation et les listes proposées par le Conseil national.

**La circonscription Ouest** élit neuf des soixante-douze eurodéputés français. Cette circonscription regroupe les 5 844 464 électeurs inscrits des régions Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes.

#### Les candidats :

**Titulaires** : Bernadette Vergnaud, Stéphane Le Foll, Isabelle Thomas, Yannick Vaugrenard, Françoise Mesnard, Michel Morin, Roselyne Lefrançois, Guy Moreau, Norma Mevel Pla.

**Suppléants** : Pouria Amirshahi, Maria Vadillo, Gwenegan Bui, Madeleine Ngombet-Bitoo, Eric Thouzeau, Hélène Brus, Mathieu Durquety, Sylvie Pichot, Andrew Lincoln.

La convention nationale du 21 mars a ratifié nos listes à l'unanimité moins cinq abstentions.

**Comité de soutien** à la liste « Changer l'Europe, maintenant » conduite par Bernadette Vergnaud pour les élections européennes du 7 juin 2009

<http://www.changerleurope.fr/ouest/>

NOM ..... Prénom .....

Responsabilité électorale .....

Profession ..... Age .....

Domicile .....

Téléphone .....

Adresse électronique .....

J'accepte que mon nom soit rendu public oui non (Barrer la mention inutile)

*signature obligatoire*

Talon à renvoyer à Parti Socialiste 45 bis Bd de la Liberté 35000 Rennes

## Appel à manifester le 1<sup>er</sup> mai

La Fédération socialiste d'Ille-et-Vilaine se félicite de l'appel unitaire à manifester le 1<sup>er</sup> mai.

Elle appelle tous les socialistes du département et les sympathisants à marcher ensemble pour exiger le respect des valeurs démocratiques et républicaines, l'abrogation du paquet fiscal, la justice sociale et un véritable plan de relance.

# Elections européennes

## Citoyens d'abord, un nouveau sens pour l'Europe !

Tel est le nom du Manifeste du Parti Socialiste Européen. Adopté à l'unanimité par 33 partis socialistes et progressistes, en lien avec des citoyens, syndicats et ONG de toute l'Europe.

Ce Manifeste décline en actions, **6 objectifs majeurs** :

- Relancer l'économie et éviter le retour des crises financières
- Faire progresser la justice dans la nouvelle Europe sociale
- Mettre l'Europe en tête de la lutte contre le changement climatique
- Parvenir à l'égalité des sexes en Europe
- Donner à l'Europe une politique d'immigration pour le progrès
- Faire de l'Europe un partenaire fort pour la paix, la sécurité et le développement

Citons une des 71 propositions : « **Nous proposons un Accord européen sur les salaires, [...] prévoyant l'établissement d'un salaire minimum décent dans tous les États membres, soit par la loi, soit par la négociation collective. Les travailleurs ne doivent pas voir leurs droits sociaux mis en concurrence** ».

Déjà, notre texte d'orientation pour les élections européennes, adopté à une large majorité par les militants, s'inscrit dans cette dynamique politique pour donner une

### « nouvelle direction à l'Europe »

Faisons savoir que la Gauche et la Droite au Parlement européen, ce n'est pas pareil. Nous avons des valeurs défendre : solidarité, justice et progrès sociaux, progrès culturel et éducatif, protection des ressources naturelles.

Nos camarades parlementaires européens ont déjà mené des combats contre la Droite qui a voté pour la « **directive de la honte** » contre la dignité des immigrants, pour la directive Bolkenstein qui consacrait le dumping social, pour la suppression des quotas laitiers.

Faisons savoir aux Français manifestants, grévistes des deux derniers mois, qu'une majorité socialiste au Parlement européen, c'est la possibilité de contrer les politiques de régression démocratique et sociale de Sarkozy. C'est une formidable chance d'instaurer un puissant contre pouvoir en liaison avec nos collectivités locales.

Il y a urgence à mettre en œuvre un plan de relance massif européen au niveau de celui d'Obama. Les Etats-Unis lancent les politiques les plus progressistes jamais vues, un Green Deal, et les Européens resteraient condamnés à subir le modèle tatcherien asséné par Bush, Sarkozy, Berlusconi ou Merkel...?

Nous manquerions l'occasion inespérée de construire un nouveau monde plus juste.

## Mobilisons nous, l'Europe c'est notre espérance !

**Stéphanie Poppe**  
Secrétaire fédérale à l'Europe

## Edito

Par  
**Frédéric BOURCIER**,  
Premier Secrétaire Fédéral

## Contre la crise, l'alternative socialiste !

Chaque jour, un peu plus de Français sont touchés par la crise. Face à ces souffrances et aux angoisses qu'elles suscitent chez les proches, le Président de la République et son gouvernement n'ont pas changé de politique, par arrogance et au fond par mépris.

Dans les jours et les semaines qui viennent, deux rendez-vous vont nous permettre de dénoncer cette attitude scandaleuse et de montrer qu'une alternative est possible.

Le 1<sup>er</sup> mai, huit confédérations syndicales appellent à une manifestation commune. C'est en soi un événement considérable. Les socialistes seront naturellement présents. Ils doivent l'être en nombre. Sous nos couleurs, nous dirons à Sarkozy que nous refusons sa politique toujours plus dure pour les plus fragiles, toujours plus magnanime avec ceux qui possèdent. Face à ceux qui seraient tentés par le désespoir, nous affirmerons qu'une autre politique est possible. Nous la proposons notamment à travers notre plan de relance, qui n'oublie pas, lui, la relance de la consommation par la hausse des bas revenus. Oui l'ambition et la solidarité doivent être de mises en temps de crise.

Le 7 juin prochain, les élections européennes seront un autre rendez-vous essentiel que nous avons avec les Français et avec tous les Européens (Stéphanie Poppe en parle dans ces colonnes et le prochain *Unité 35* y reviendra). Avec tous les socialistes européens, nous affirmerons que notre avenir n'est pas dans la résurgence des nationalismes et le repli sur soi. L'Europe reste bien notre horizon collectif et constitue une force au service de l'épanouissement de chacun.

La période peut être propice au développement de tous les populismes, de tous les repliements identitaires, principal parti d'opposition et de gouvernement, nous avons le devoir de convaincre nos compatriotes que l'idéal républicain est toujours vivace et porteur d'avenir.



## Attaques contre les médias : une victoire des socialistes

**Que dire d'un Président de la République qui recrute un journaliste pour Europe 1 ?**

**Qui nomme son ancien directeur de campagne comme n°2 de TFI ?**

**Que dire encore de la nomination de la journaliste du Figaro qui a suivi sa campagne de la présidentielle comme directrice de la communication de l'Élysée ?**

**T**el un pro consul, il s'immisce dans la vie des médias et en rajoute avec la loi sur la télévision publique.

C'est désormais lui seul qui nommera les présidents de l'audiovisuel public, faisant fi du CSA. Plus encore il pourra les révoquer sur sa simple décision. Les commissions du Parlement peuvent s'y opposer à la majorité des 2/3 mais seule la droite a pu réunir une telle majorité.

**Dès lors, que dire de l'indépendance de la télévision comme des radios publiques ?**

Terminée ! Ainsi, en plus d'avoir l'ensemble de « ses amis » aux commandes des médias privés il règne sur le secteur public.

**Où est la démocratie ?**

**Le traitement équitable de l'information ?**

Résultat, sur TFI et France2, sur 100 heures le Président est apparu 55h, le gouvernement et sa majorité 30h et l'ensemble de l'opposition 15h, dont seulement 7h pour le PS. Naturellement parmi ces 7h, les médias n'hésitent pas à mettre en avant les voix discordantes sur les positions prises par le PS national.

Chacun comprend ainsi pourquoi, sans cesse, on reproche au PS de ne pas se faire entendre car, pour se faire entendre, il faut avoir accès aux médias !

Mais voilà c'était sans compter sur la ténacité des socialistes qui demandent, depuis décembre 2007, la prise en compte du temps de parole du Président. C'est chose faite !

Victoire obtenue avec l'arrêt du Conseil d'État qui impose au CSA, désormais, la prise en compte du temps de parole du Président et de ses collaborateurs. Ainsi, nous allons retrouver une meilleure visibilité sur notre action sur nos propositions.

**Marcel Rogemont**  
Député d'Ille-et-Vilaine

## Libertés individuelles et cohésion sociale

**Poser la question des atteintes aux libertés individuelles, c'est inviter à réfléchir globalement à leur rapport à l'intérêt général. Chaque atteinte aux libertés fondamentales met en cause notre modèle de cohésion sociale.**

**P**our beaucoup de citoyens, la répression est le plus sûr moyen de prévenir toutes sortes de dangers et, donc, d'assurer leur sécurité. Cette vision est souvent un leurre car la répression remet en cause nos équilibres sociaux. Ainsi, les textes concernant la répression des mineurs et qui consistent à les rendre pénalement responsables de plus en plus jeunes remettent-ils en cause la distinction entre adultes et enfants dans notre société et donc le statut de l'enfant, du jeune, comme adulte en devenir. Cela crée méfiance, exclusion, et une source de danger pour l'avenir.

La tendance du pouvoir est d'accumuler, dans l'urgence et en réaction à un événement, les mesures législatives : rétention de sûreté, responsabilité pénale des personnes souffrant de troubles psychiques, répression "des bandes", extension des lois retreignant les conditions d'entrée et de circulation des étrangers sur notre territoire, fichage de tous les auteurs de délit susceptibles d'encourir trois ans d'emprisonnement, etc.

Nous sommes toujours dans la même logique : des lois de circonstance qui ignorent la législation déjà existante comme le traitement du fait et non de la cause (*précarité, désarroi social*); atteinte à certains fondements de notre vivre ensemble.

Le pouvoir actuel privilégie la productivité judiciaire aux dépens de l'efficacité. Or l'absence de cohérence des lois entraîne l'absence de cohésion dans les valeurs.

Il est grand temps de revenir à une réflexion sur le sens de la justice fondée sur les valeurs qui cimentent notre société.

**Me Catherine GLON,**  
*avocate*

## Fichage = danger

Ne pas faire d'avance à la pharmacie grâce à la carte vitale est une aide incontestable que permet l'informatique et le numéro Insee.

**C**e numéro familial aurait pu jouer un rôle détestable sous l'occupation. En effet, il a été créé par Vichy pour faire un fichage systématique des habitants. Son inventeur, le général Carmille, résistant mort en déportation, voulait détourner ce fichage pour permettre à la résistance d'organiser une mobilisation clandestine. Grâce à son ingéniosité et à son courage, ce fichage n'a pas pu être utilisé pour servir l'odieuse politique antisémite de Pétain.

En 1974, la police, oublieuse du passé et sans l'aval du Parlement, envisage de relier tous les fichiers administratifs. Ce projet Safari, dénoncé par le journal *Le Monde*, est arrêté. Suite à cette affaire la Cnil est créée pour protéger les citoyens de l'usage abusif du fichage.

Trente ans après, l'obsession sécuritaire aidant, on limite le rôle de la Cnil mais l'État veut encore nous mettre en fiche de façon très détaillée dès la maternelle. La célèbre « Base Élèves » devait contenir la nationalité, l'année d'arrivée en France, la langue et la culture d'origine de chaque enfant. Le combat exemplaire mené conjointement par les enseignants et les parents a fait reculer partiellement ce projet liberticide.

En 2008, le gouvernement avec Edvige veut fiché les militants politiques, syndicaux, associatifs ou religieux. Le projet qui soulève un tollé général est retiré.

Lorsqu'on apprend que le rapport Bauer de cet hiver recommande le signalement ethno racial on se dit que le combat doit continuer contre le fichage abusif qui menace nos libertés.

**Jean-Marie LION**

### Menaces sur les libertés des collectivités locales

Face à l'Etat qui n'assume pas ses responsabilités, les collectivités locales apparaissent encore comme des contre-pouvoirs menant des politiques alternatives au pouvoir central et des alliées ou des relais jouant un rôle d'amortisseur social et d'investisseur public.

La droite tente actuellement par des moyens politiques déloyaux de mettre sous tutelle les collectivités, notamment les départements, afin de reconquérir les pouvoirs aux exécutifs locaux majoritairement à gauche.

Le Gouvernement prétexte de la gestion somptuaire départementale et de l'enchevêtrement des compétences pour flouer le principe de libre administration des collectivités locales.

En transférant aux départements de nouvelles charges peu ou pas compensées et en envisageant de supprimer la taxe professionnelle, l'Etat réduit leur autonomie fiscale.

La spécialisation des compétences préconisée dans le rapport Balladur viendrait aussi limiter les capacités d'initiative politique des conseils généraux : cantonnés dans leurs missions d'action sociale, les départements deviendraient de simples agences assurant des prestations pour le compte de l'Etat.

La privation de l'autonomie financière et politique des départements marque un retour à la centralisation. Une réforme donnant plus de libertés et de démocratie aux collectivités les doterait d'outils de développement économique et de solidarité au profit des citoyens et des territoires.

**Didier LE BOUGEANT**  
Président du Groupe Socialiste  
et Démocrate de Progrès  
au Conseil général d'Ille-et-Vilaine

### Didier Migaud à Vitré Nos propositions pour sortir de la Crise

*Didier Migaud, Député de l'Isère, Président de la Commission des Finances à l'Assemblée Nationale, vient en Ille et Vilaine présenter le Contre-Plan de Relance du PS dont il est le principal rédacteur.*

*Les élus et colistiers de «Vitré Cap à Gauche» et les militants de la section de Vitré sont heureux de vous y inviter le **mercredi 13 mai** de 19h30 à 21h, au cinéma l'Aurore, boulevard de Laval, à Vitré. Un pot amical ponctuera la soirée.*

### On achève bien nos vieux

La réforme des unités de soins de longue durée (USLD) devrait prendre effet courant 2009.

#### En quoi consiste t-elle ?

70% des lits dédiés aux soins de longue durée seront requalifiés en lits d'Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) ce qui signifie un taux d'encadrement moindre, pas de surveillance infirmière la nuit, des médecins non formés à la gériatrie, des locaux et du matériel non adaptés aux risques multiples.

#### Avec quelles conséquences sur le département ?

- Le compte est simple : sur 1531 lits d'USLD répartis sur 13 hôpitaux, 505 places subsisteront sur le département. En clair, ce sont 1026 personnes âgées, malades, dépendantes, qui ne recevront plus l'encadrement médical que nécessite leur état.

- La fermeture de la totalité des lits d'USLD pour 5 hôpitaux locaux avec des incidences sur la proximité avec les proches.

- Un surcoût pour les résidents et leur famille : 150 euros en moyenne par mois.

- Un surcoût pour le Département : environ 1,5 million d'euros par an.

Pétition en ligne pour un moratoire sur la réforme sur le site du Conseil Général.

Sylvie LEFRANC

## Week-end régional du MJS Bretagne

Les 4 et 5 avril, les militants des différentes fédérations de Bretagne du Mouvement des Jeunes Socialistes se sont réunis pour un week-end consacré aux élections européennes. Celui-ci composé de 2 plénières, l'une sur le « Manifesto » et la seconde sur la campagne du MJS en vue des élections européennes, fut accompagné de différents ateliers. Ceux-ci portaient sur les institutions européennes, sur l'Europe dans la crise, l'attitude de l'Union Européenne face à l'immigration et sur l'agriculture.

Ce moment de formation a permis à chacun de s'approprier notre programme socialiste pour le scrutin à venir. Il nous semble en effet indispensable que chaque acteur de cette campagne (*et les militants en font partie...*) connaissent non seulement le fonctionnement de l'UE mais également la politique que nous souhaitons mener en son sein. Le Mouvement des Jeunes Socialistes souhaite également que cette campagne soit l'occasion de souligner à nos concitoyens le véritable clivage droite-gauche qui existe en Europe afin de politiser ce scrutin face à un taux d'abstention qui ne cesse d'augmenter depuis l'élection au suffrage universel du Parlement Européen.

Dans les nombreux échanges ayant eu lieu, les militants ont eu l'occasion d'exprimer leurs souhaits de voir l'Europe renforcée par une politique économique, sociale, environnementale plus volontariste. Loin d'être fatalistes et de penser que l'Europe ne se résume qu'à une zone de libre-échange, les jeunes socialistes souhaitent que l'idée de progrès soit portée et partagée par l'ensemble des citoyens européens en créant une véritable conscience européenne afin de mener à une Europe solidaire et non à une simple coalition de pays. Les jeunes socialistes profondément convaincus de l'utilité de l'Europe, attendent que les débats ouverts autour de ce sujet ne le soient pas seulement en période électorale mais également à tous les instants.

A la sortie de ce week-end, à la fois instructif et convivial, les jeunes socialistes bretons sont donc plus que jamais motivés pour défendre avec fierté et conviction la liste socialiste pour le grand-ouest.

**Le MJS 35**

## Don pour la nouvelle Maison des Socialistes d'Ille-et-Vilaine du 22 rue de la Chalotais

Notre Fédération a doublé ses effectifs entre les congrès du Mans (2005) et de Reims, mais, les locaux du 45 bis boulevard de la Liberté, achetés en 1982, s'avèrent aujourd'hui et depuis quelques années trop exigus pour répondre aux besoins tant en période électorale que dans notre fonctionnement régulier. C'est une nouvelle étape dans l'histoire socialiste départementale que nous vous proposons de franchir ensemble. Comme nos prédécesseurs l'ont fait en 1975 avec l'achat du 6 rue Guillaume-Lejean, en 1982 avec l'acquisition du 45 bis boulevard de la Liberté, nous lançons auprès de tous un appel exceptionnel à don pour aider au financement des travaux et du déménagement. Toute contribution pour l'achat de cette Maison des Socialistes devra être faite par chèque libellé au nom de l'ADFPS 35 (Association Départementale de Financement du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine), ce qui permettra aux donateurs de bénéficier en 2010 d'un reçu fiscal. A titre d'exemple, 50 euros versés à l'ADFPS 35 représentent une réduction de l'impôt sur le revenu de 33 euros, soit un don effectif de 17 euros.

Talon à adresser à la **Fédération d'Ille-et-Vilaine du Parti Socialiste**  
45 bis boulevard de la Liberté - 35000 Rennes

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Commune : .....

• je fais un don de ..... euros par chèque libellé à l'ordre de l'ADFPS 35 pour aider à l'aménagement de la nouvelle Maison des Socialistes d'Ille-et-Vilaine du 22 rue de la Chalotais.

• je recevrai en 2010 un reçu fiscal spécifique pour cette contribution exceptionnelle.

• je propose mes services pour aider au déménagement :  OUI  NON

à ..... , le ..... / ..... / 2009

signature

# L'ENGAGEMENT DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

## Entretien

### Entretien avec Yves Tréguer, Président de la LDH, section de Rennes.

#### Quelles sont les raisons de votre engagement ?

Il est venu après le séisme du résultat du FN au 1<sup>er</sup> tour des élections de 2002, l'inquiétude devant la régression des libertés démocratiques et le passage vers le tout sécuritaire.

Il est lié aussi au problème des migrants à et l'utilisation faite au cours de la dernière présidentielle de l'opposition implicite immigration/identité nationale.

#### Dans la politique menée par le gouvernement, quelles dispositions vous semblent les plus en contradiction avec les droits de l'homme ?

Deux exemples très parlants dans la dangereuse dérive actuelle du traitement des droits de l'homme.

L'un concerne le CRA de Rennes-St Jacques, tout près de nous : le 17/10/07, un couple de Moldaves et leur bébé de 3 semaines y est « accueilli », c'est-à-dire enfermé, puis libéré par le JLD (*Juge des libertés et de la détention*), décision confirmée par la Cour d'appel de Rennes : « *Le fait de maintenir en rétention une jeune mère de famille, son mari et leur bébé de trois semaines constitue un traitement inhumain au sens de l'article 3 de la CEDH (Commission Européenne des Droits de l'Homme) ... La grande souffrance morale et psychologique infligée à la mère et au père, par sa nature, dépasse le seuil de gravité requis par l'article 3 de la CEDH et est manifestation disproportionnée par rapport au but poursuivi* ». Fait isolé ? Il suffit de lire le Memorandum du Commissaire européen aux Droits de l'Homme (*note 96*) pour constater qu'il n'en est rien.

Deuxième exemple : Sait-on que 1% de la population française a fait l'objet d'une garde à vue ? Cette mesure, privative de liberté, - et donc loin d'être anodine, - a connu, en 7 ans une hausse de 71,6%. Un des derniers cas signalé : une personne rentrant chez elle, à vélo, après une soirée un peu arrosée. Là aussi, y-a-t-il mesure proportionnelle au but poursuivi ?

#### Quels sont vos derniers combats ?

Nos combats, comme celui des associations qui luttent sur le même terrain, ont deux visages : faire connaître le cas des migrants par des manifestations, des pétitions, par le recours aux médias. Aider ceux-ci face à l'administration, les aider à rédiger des documents, des lettres... Travail obscur, long, mais nécessaire.

#### Que préconiserez-vous pour défendre les droits de l'homme mis à mal aujourd'hui ?

Notre seule réponse possible, au plan associatif, est d'assurer un réseau d'alerte citoyenne. Les faits parlent d'eux mêmes : nous allons vers une société où le contrôle social sur les citoyens s'appesantit, où l'état des libertés publiques devient préoccupant.

Au nom d'un fantasme de sécurité absolue se réduit l'espace des libertés démocratiques. Il est, plus que jamais, temps de se souvenir de la mise en garde d'un admirateur des conquêtes de 1789, Thomas Jefferson qui écrivait : « Si tu es prêt à sacrifier un peu de liberté pour te sentir en sécurité, tu ne mérites ni l'une ni l'autre. »

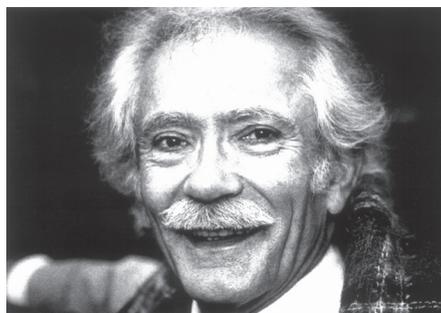
Propos recueillis par Sylvie Lefranc



## Brève

### Edmond Hervé à Vitry

Le 5 juin prochain, Edmond Hervé présentera à Vitry « La permanence de Jaurès », une conférence au travers de laquelle il explique que les fondamentaux de Jaurès sont d'une actualité criante.



### **Qu'est-ce qui vous a poussé à entreprendre une somme sur la bretonnité ?**

Ce que j'ai vécu n'existe plus ; ceux qui l'ont connu vont disparaître : il faut en témoigner. J'ai voulu aussi m'opposer à des généralisations abusives : on dit « les Bretons », mais il suffit de se déplacer dans le temps, l'espace ou la société pour voir qu'ils ne sont pas du tout identiques. Et réfuter certains mythes. « Le bon vieux temps » ? Non merci, j'en viens. Le matriarcat breton ? Très relatif. Notre celtitude ? Il y eut une Europe celte : la civilisation et la langue de ce peuple d'Europe centrale s'étaient répandues parmi d'autres qui n'étaient pas celtes, surtout dans les régions éloignées comme la Bretagne. Cette langue y a subsisté parce que l'influence romaine ne s'est pas pleinement imposée jusque-là. Mais nous avons moins d'ancêtres celtes que les Slovaques.

### **Le rattachement de la Loire-Atlantique peut-il modifier l'identité bretonne ?**

Contrairement aux autres régions -- sauf l'Alsace et la Corse -- la Bretagne a une base géographique : une péninsule qui intègre au moins la moitié de la Loire-Atlantique. Elle a une forte identité historique dont le 44 fait partie. Le rattachement ne ferait qu'en restituer l'intégralité. Mais quelle serait la capitale ? Démographiquement, économiquement, Nantes est double de Rennes, administrativement, scientifiquement elle l'a rattrapée.

### **Est-il légitime de parler de culture bretonne alors qu'ont toujours coexisté deux langues, breton et gallo, sans parler du français ?**

La culture comprend aussi la musique, la danse, l'ensemble de nos façons d'être, depuis le rapport à la nature (la mer, le bocage, l'agriculture, l'habitat dispersé...) jusqu'aux façons de manger, boire et parler, qui ne sont pas encore uniformes en France.

### **Qu'est-ce qu'être Breton en 2009 et quel est l'avenir prévisible de cette identité ?**

Il y a deux conceptions de l'identité. L'une est constatation : c'est la marque de gens nés en Bretagne et porteurs de ses particularités ; on peut inclure ceux qui l'ont quittée, s'ils tiennent à cette origine ; et ceux qui, venus d'ailleurs, se sentent Bretons. L'autre est affirmation : est Breton qui se proclame tel, se sent porteur de cet héritage et en est fier. On s'affirme toujours face aux autres -- et trop souvent contre eux : c'est pourquoi je me dis Breton et Français et Européen et citoyen du monde. De 1700 à 1950, les Bretons vivaient dans le retard économique et culturel, sous une hostilité méprisante. Ils ont comblé ce retard ; une forte particularité leur permet de résister à la crise de l'identité occidentale ; un besoin de compensation leur donne un exceptionnel dynamisme, qui ne procède pas d'une nature particulière, mais d'une réaction conjoncturelle. Jusqu'à quand se maintiendra-t-elle ? Quels seront sur les Bretons les effets du réchauffement climatique (ou du refroidissement si le Gulf Stream n'arrive plus), de la réduction des ressources halieutiques, de la concurrence agricole des pays de l'Est ?

Propos recueillis par  
**Jean-François PICAUT**

<sup>1</sup> - *Fils de ploucs*, éditions Ouest-France, tome 1 (*Le pays, les gens, notre vie*) paru en 2005 et tome 2 (*la langue, l'école*), en 2007

## A vos agendas

### **CONSEIL FÉDÉRAL :**

**mercredi 22 avril**  
à 20 h 30 au local fédéral

**CONSEIL GÉNÉRAL :** débat sur le budget et les grandes orientations du Département

### **BRUZ**

**mercredi 6 mai**

- Cinéma «Le grand logis» Peut-on mieux accompagner les personnes âgées dépendantes ?  
Comment favoriser l'autonomie des personnes handicapées ?

### **REDON**

**mardi 12 mai**

Cinéma «Manivel» L'égalité des chances est-elle une utopie ?

### **PLEINE-FOUGERES**

**lundi 18 mai**

Salle communale Serge Gas. Comment accompagner au mieux le développement des territoires ?

### **VITRE** cinéma Aurore,

**13 mai** à 19h30 : Nos propositions pour sortir de la crise avec **Didier Migaud**

### **Réunions publiques pour les élections européennes**

Toutes ces réunions se feront en présence de **d'Isabelle Thomas**, 3<sup>ème</sup> sur la liste de la circonscription Ouest.

**27 avril** à Janzé (*halle de Janzé*)

**4 mai** à Redon

**11 mai** à St Malo en présence de Benoit Hamon

**18 mai** à Rennes en présence de Bernadette Vergnaud et Daniel Delaveau  
??? à Fougères

### **Mercredi 3 JUIN 2009 :**

**meeting régional à St Briec**